



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • (Page 07)

**Changement climatique**

**Le Togo adopte les mécanismes de gestion du carbone**  
*Le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 15 mars 2023, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a ...* • (Page 05)

**Agriculture**

**Programme « Médecins des sols » de la FAO**  
*Parfois, les sols aussi ont besoin de médecins. L'Organisation ...* • (Page 10)



**Association des femmes chefs d'entreprises au Togo** • (Page 03)

# L'AFCEP célèbre les succès de la mandature 2021-2023



**Togo / Bonne gouvernance financière** • (Page 04)

# La GIZ appuie la mise en place du CNPTF et CONEDEF

**Coopération Sud-Sud**

**Bientôt une usine production d'huile de palme dans le Yoto 2**  
*Une délégation de la commune Yoto 2 conduite par sa maire, Mme Yawavi Adjra a ...* • (Page 02)

**Mauvaise qualité de service**

**L'ARCEP va sanctionner Togo Cellulaire et Moov Africa Togo**  
*Face aux violations continues de leurs obligations de qualité de service qui portent de graves préjudices aux consommateurs, l'Autorité de ...* • (Pages 04)

**Libre circulation des personnes et des biens**

**L'UEMOA en tournée de sensibilisation à Sokodé, Tsévié et Aného**  
*Le Bureau de représentation de la Commission de l'UEMOA au Togo, organisera en relation avec le ministère de l' ...* • (Page 06)

**Université 2023 de l'AGET**

**Kodjo ADEDZE invite le secteur privé à renforcer son appui au gouvernement**  
*Les Grandes entreprises du Togo entendent jouer un rôle primordial sans précédent dans ...* • (Page 11)

**PME / PMI BOOSTER VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DEVENEZ PLUS COMPÉTITIF**

avec CAI en obtenant les certifications ISO à **MOINDRE COÛT**

**ISO 9001; 14001; 45001; 37001; 27000; 26000; 22000; HACCP**

+228 22 55 78 78 - +228 93 27 78 76

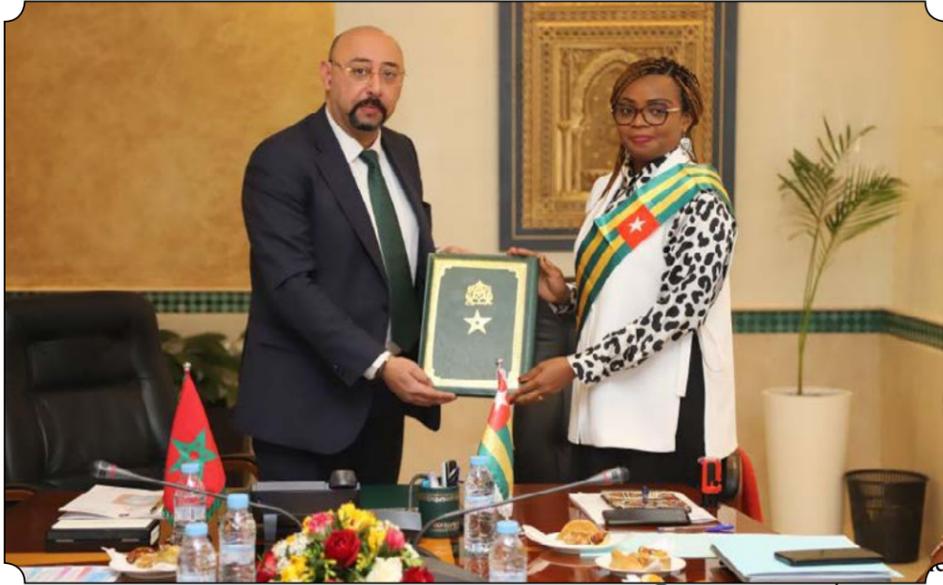
www.careeracademyinstitute.com



Coopération Sud-Sud

Bientôt une usine production d'huile de palme dans le Yoto 2

Une délégation de la commune Yoto 2 conduite par sa maire, Mme Yawavi Adjra a séjourné du 11 au 14 mars 2023 au Maroc. Ce séjour s'est soldé par la signature d'un partenariat entre Yoto 2 et la commune de Tanger (Maroc) pour la construction d'une usine semi-industrialisée.



Ce déplacement s'inscrit dans un processus de coopération décentralisée marqué par la signature d'une convention de partenariat entre la commune de Tanger et celle de Yoto 2 portant sur la construction d'une usine semi-industrialisée de production d'huile de palme et d'huile palmiste. L'objet de cette convention de partenariat est un projet gagné par Yoto 2 après soumission au Fonds africain d'appui à la coopération décentralisée internationale (FACDI), un incubateur pour le développement de la coopération Sud-Sud. Le projet

porté par Yoto 2 sera financé par le Royaume du Maroc à travers la commune de Tanger avec une participation de la commune togolaise où sera construite l'usine semi-industrialisée, programmée pour fonctionner à base du biogaz, énergie renouvelable. Le FACDI a été mis en place en mars 2020 par le ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc, par le biais de la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT). Il contribue au développement durable et intégré des collectivités territoriales bénéficiaires directes et accorde une atten-

tion par le Royaume marocain, un nouveau jalon pour le renforcement du partenariat Sud-Sud, notamment avec les collectivités territoriales africaines qui présentent un fort potentiel d'échanges, d'enrichissement et de renforcement des liens d'amitié à travers la dynamisation et la diversification des relations de coopération décentralisée. Il faut souligner que ce partenariat est le premier conclu par la commune de Tanger avec une commune africaine au chapitre de la coopération décentralisée des collectivités territoriales.

Nomenyo K.



Image du jour



Séance de travail entre une délégation de la JICA et les équipes de la BOAD qui ont échangé sur les modalités du Private Sector Investment Finance (PSIF), outil de mobilisation de fonds spécifique au secteur privé, présenté par l'institution japonaise.

AUX DECIDEURS...

L'agroalimentaire, moteur du développement économique

Le secteur agricole de l'Afrique représente environ 35 % du produit intérieur brut du continent et fait vivre plus de 50 % de la population du continent. Ces parts sont plus du double de celles de la moyenne mondiale et bien supérieures à celles de toute autre région émergente.

La dépendance à l'égard de l'agriculture a diminué dans d'autres régions émergentes. Par exemple, en Asie du Sud-Est, la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 30 à 35 % en 1970 à 10 à 15 % en 2019. En Afrique, elle est restée inchangée pendant des décennies, selon les données de la Banque mondiale.

Dans le même temps, le secteur agricole africain est le moins développé au monde, avec les niveaux les plus bas de productivité de la main-d'œuvre et des terres. La valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture représente environ un quart de la moyenne mondiale et moins d'un cinquième de celle de la Chine.

Le secteur est dominé par de petits exploitants, produisant principalement pour leur propre consommation. Ils fonctionnent bien en dessous de l'échelle et de la portée efficaces minimales. La taille moyenne des exploitations en Afrique subsaharienne est de 1,3 hectare, contre 22 hectares en Amérique centrale, 51 hectares en Amérique du Sud et 186 hectares en Amérique du Nord, selon les données du Fonds international de développement agricole.

L'utilisation moyenne des machines agricoles en Afrique est la plus faible au monde et n'a augmenté que très légèrement depuis les années 1960.

Dans ce contexte, le développement du secteur agroalimentaire recèle un potentiel énorme pour favoriser le développement économique de l'Afrique. Pour que cela se produise, la productivité de l'agro-industrie africaine doit augmenter. Pourquoi l'agriculture devrait être au centre des préoccupations.

L'Afrique a des terres abondantes. L'agro-industrie pourrait être sa principale source d'avantage comparatif. La superficie des terres africaines est plus grande que celle de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et de la majeure partie de l'Europe réunies. Plus de la moitié sont des terres arables, propices à la culture. Le temps dans différentes parties de l'Afrique offre des conditions parfaites pour la croissance de diverses cultures.

L'agriculture a un énorme potentiel de valeur ajoutée et l'Afrique a des avantages comparatifs dans ce secteur. En outre, la plupart des pays africains exportent des produits de base et des matières premières et importent des produits finis. Le Ghana, par exemple, exporte du cacao et importe du chocolat à haute valeur ajoutée ;

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations pour sa consommation est la plus élevée au monde en pourcentage de son PIB. Le développement de l'agro-industrie est fondamental pour la capacité de l'Afrique à assurer la sécurité alimentaire.

La mise à niveau vers des activités qui ajoutent plus de valeur à l'agriculture nécessite souvent une technologie moins avancée que dans les industries manufacturières. Comparez la technologie de production de pièces détachées pour l'industrie automobile avec celle nécessaire à la production de sachets de thé.

Les pays africains doivent développer leur secteur agricole également parce qu'il est peu probable qu'ils suivent les voies de développement traditionnelles. De nombreux autres marchés émergents se sont développés grâce à l'industrialisation et à la fabrication axée sur l'exportation. La croissance tirée par le secteur manufacturier a besoin d'infrastructures ; L'infrastructure de l'Afrique est médiocre. Ce modèle de croissance est également menacé par l'automatisation et la robotique qui remplacent le travail, et par le protectionnisme croissant sur les grands marchés mondiaux.

Des changements drastiques dans les précipitations et les conditions météorologiques changent ce qui peut pousser où et augmentent l'importance de l'efficacité de l'utilisation des terres. Il est important de comprendre les conséquences de ces changements afin de pouvoir les gérer efficacement.

L'agro-industrie africaine doit se développer pour que le continent se développe économiquement. Ses forces et ses faiblesses font de l'agro-industrie le secteur le plus important pour stimuler son développement économique global. Les décideurs politiques, les éducateurs et les chercheurs devraient en prendre note. Bien fait, les gains économiques du développement de l'agro-industrie africaine seront énormes.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Association des femmes chefs d'entreprises au Togo

# L'AF CET célèbre les succès de la mandature 2021-2023

L'Association des femmes chefs d'entreprises au Togo (AF CET) s'est réunie à Lomé le 15 mars 2023 pour célébrer le 8 mars, Journée internationale des droits de la femme, et faire le bilan de trois ans d'activités. Selon la présidente de l'AF CET, Valentine SAMA, le plan d'action 2021-2023 est une réussite.

• **Hélène MARTELOT**

Nous avons un plan d'action décliné de 2021 à 2023. Ces activités s'inscrivent dans ce plan d'action qui est en lien avec la Feuille de route du gouvernement. En termes d'évaluation, le bilan est très positif, le plan d'action est déployé à 90% et d'ici quelques mois, nous pensons que nous allons atteindre les 100% », s'est réjouie Valentine SAMA, présidente de l'AF CET (Association des femmes chefs d'entreprises au Togo). Pour le bilan présenté à travers l'initiative « une femme, une identité », il est à retenir que l'AF CET compte aujourd'hui, 20 jeunes femmes, qu'elle a accompagné dans l'obtention de leur nationalité et 5 femmes entrepreneures du domaine agricole, qui ont bénéficié d'un financement à hauteur de 73 millions de

francs CFA pour développer leurs entreprises. Ceci, grâce à un projet du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec le patronat togolais. Ces femmes sont désormais, membres de l'AF CET. « Nous, nous avons porté dans notre association, ces 5 jeunes femmes entrepreneures pour les soutenir techniquement dans nos programmes », a indiqué Mme SAMA pour qui leur organisation regroupe typiquement des femme chefs d'entreprises et ces jeunes entreprises sont aussi portées par des femmes. « Pour nous c'est une évidence que ça se fasse durant le mois de mars qui célèbre, qui interroge et qui questionne le positionnement et le statut de la femme à travers l'égalité des droits et la justice sociale ». L'une des bénéficiaires, Nanyi Djod Lengha, désormais chef d'entreprise de fabrication



de savon à base des produits naturels tels que la papaye, carotte et avocats se confie : « grâce au PNUD, j'ai reçu une donation de 6 millions FCFA sur les 12 millions pour le moment, et il reste encore 6 millions je vais prendre. Nous produisons et commercialisons les savons

à base des produits naturels. Avant je n'avais que 2 personnels pour m'aider dans la production. Et je travaillais à la maison. Mais grâce à ce don, j'ai maintenant une boutique, une maison où je fais la production avec au total un effectif de 5 personnes. Je ne peux que dire merci à AF CET

et au PNUD ». Quant à Saha-datou Ibrahim, responsable de Yagafar, une entreprise spécialisée dans la vente du miel et ses dérivés, elle remercie le PNUD et AF CET parce que c'est grâce à eux qu'elle est devant les gens aujourd'hui en tant que chef d'entreprise. « On a fait une

demande et on a amené à AF CET et elle nous a aidé à écrire le projet. C'est suite au dépôt que nous avons été sélectionnés pour le programme du PNUD de cette année ». « Là où on s'est levé, on a dépassé là-bas. Là où je suis aujourd'hui, moi-même je n'en crois pas. Avec ces 9 millions 200 mille francs CFA, dont j'ai déjà reçu la moitié, je suis sûr que mes produits seront bientôt à l'extérieur du Togo », a-t-elle ajouté. L'AF CET est une association de droit togolais régie par la loi du 1er juillet 1901. Cette association a été créée en 2001 par les femmes chefs d'entreprises du Togo désireuses de s'organiser et d'édifier une nouvelle dynamique afin de pouvoir participer de manière cohérente et efficace aux efforts économiques nationales, régionales et d'y faire entendre leurs voix.



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100%.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Bonne gouvernance financière

La GIZ appuie la mise en place du CNPTF et CONEDEF

L'unité de politique fiscale (UPF) du ministère de l'économie et des finances a organisé le lancement des activités du Comité national de suivi du programme de transition fiscale (CNPTF) et du Comité national d'évaluation des dépenses fiscales (CONEDEF), à Lomé, le 16 mars 2023, ceci avec l'appui technique et financier de la GIZ à travers le projet bonne gouvernance financière (GFG).

● Hélène MARTELOT

Depuis 2006, l'UEMOA a adopté la décision portant programme de transition fiscale qui consacre le transfert progressif de la fiscalité de porte vers la fiscalité intérieure. La transition fiscale se traduit par une diminution progressive des montants perçus de droits de douanes et par une augmentation substantielle des impôts recouvrés à l'intérieur des États. Dans le souci d'assurer une mobilisation maximale des recettes, l'UEMOA recommande aussi l'évaluation des dépenses fiscales qui constituent le "manque à gagner" pour l'Etat du fait des exonérations. Le Togo a intégré par deux arrêtés, la décision de l'UEMOA en mettant en place le comité national de suivi du programme de transition fiscale et du comité national d'évaluation des dépenses fiscales. Les activités de ces deux comités sont coordonnées par l'unité de politique fiscale sous la supervision du ministre de l'économie et des finances. La cérémonie de lancement officiel consacre le démarrage effectif des activités de ces deux comités. D'après Koffi Délalom Ahiakpor, directeur de l'UPF, le CONEDEF est chargé de collecter et compiler les données fis-



cales en vue d'élaborer les rapports annuels d'évaluation des dépenses fiscales et le CNPTF quant à lui, est chargé d'évaluer les indicateurs de performance et de suivre l'exécution du programme de transition fiscale. Ces deux missions s'exercent conformément aux exigences communautaires de l'UEMOA. « La transition fiscale est un programme qui vise à faire en sorte que les pays de l'UEMOA puissent mobiliser les ressources nationales de façon optimale en mettant l'accent sur la fiscalité intérieure au détriment de la fiscalité de porte puisqu'en faisant l'union douanière et les zones de libre-échange, les produits qui circulent à l'intérieur d'une même zone, sont considérés comme étant des produits en provenance d'un seul et même pays. Donc il y aura plus de droits de douane, en revanche, il y aura la taxe et valeur ajoutée et les autres douanes de porte qui sont dû », a expli-

qué M. Ahiakpor. Pour Akou Mawussé Adetou-Afiadenyigba, directrice de cabinet du ministère de l'économie et des finances, le domaine d'intervention qui retient leur attention ce jour est relatif à la mobilisation optimale des ressources nationales pour assurer le financement des projets de développement dans leur pays. « C'est dans cette perspective que le gouvernement avec l'appui des partenaires technique et financier a bien voulu renforcer les structures chargées de gérer la politique fiscale au Togo en rendant opérationnel l'Unité de politique fiscale (UPF). Cette réforme vient renforcer celle qui a mis en place l'office togolais des recettes en 2014 et qui intègre les deux principales régies financières du Togo que sont les directions générales des impôts et des douanes en une structure unique », a souligné la représentante du MEF. Le projet bonne gouvernance financière mandaté par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et mis en œuvre par la coopération technique allemande (GIZ) vise l'amélioration globale de la gestion des finances publiques en coordination avec les institutions publiques, la société civile et les partenaires au développement du Togo.



● A gauche, le coordinateur de l'unité de politique fiscale, Koffi Delalom AHIKPOR

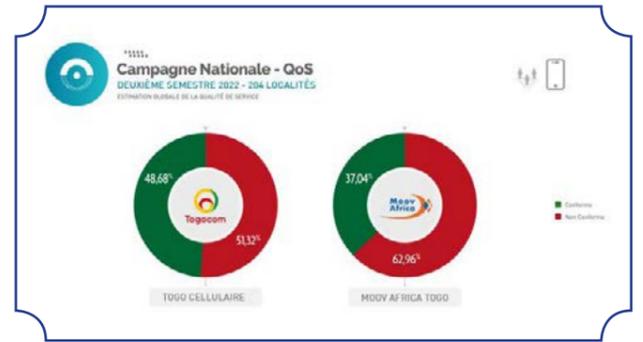
Mauvaise qualité de service

L'ARCEP va sanctionner Togo Cellulaire et de Moov Africa Togo

Face aux violations continues de leurs obligations de qualité de service qui portent de graves préjudices aux consommateurs, l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes du Togo (ARCEP) a ouvert le 14 mars 2023, conformément au cadre réglementaire, une procédure de sanction à l'encontre de Togo Cellulaire et de Moov Africa Togo afin de les contraindre à réaliser les investissements nécessaires et à prendre toutes les dispositions pour résoudre les problèmes de qualité de service sur l'ensemble du territoire national sous peine de sanction.

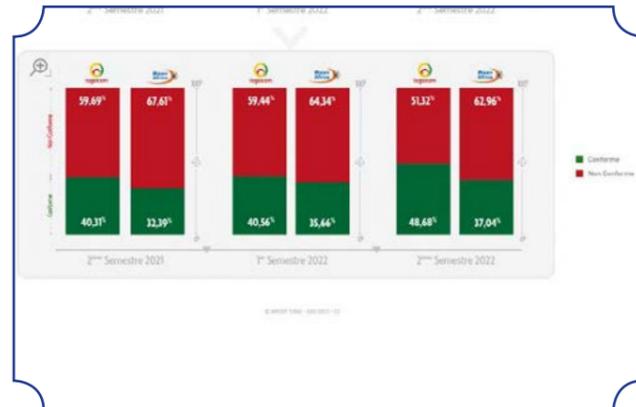
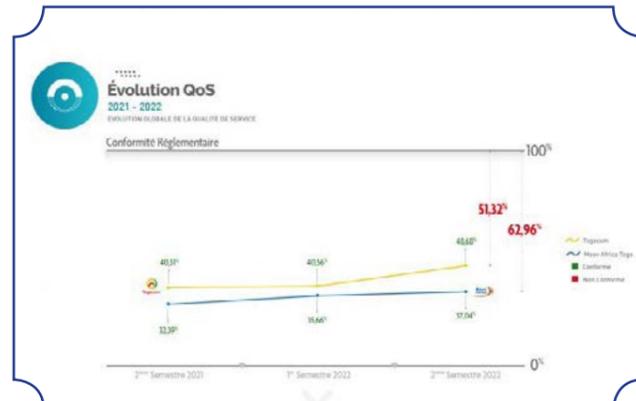
● Junior AREDOLA

L'ARCEP a, dans le cadre de sa mission de contrôle et conformément à l'Arrêté N°005/MENTD/CAB du 12 août 2022 portant définition des indicateurs de qualité des services mobiles 2G/3G/4G et leurs seuils, réalisé du 3 novembre 2022 au 13 janvier 2023 la troisième campagne nationale de mesures de la qualité des services offerts par les deux opérateurs mobiles Togo Cellulaire et Moov Africa Togo. Pour rappel, l'ARCEP a effectué la première campagne nationale au second semestre 2021. Cette campagne avait révélé une mauvaise qualité des services mobiles sur tout le territoire national. Dix-huit (18) mois plus tard, à l'issue



de cette dernière campagne nationale, l'ARCEP n'a constaté qu'une faible amélioration de la qualité de service de l'ordre de 8% pour Togo Cellulaire et de 5% pour Moov Africa Togo. La qualité des services voix et internet offerts par les deux opérateurs mobiles ne respecte donc toujours pas les seuils de conformité réglementaires pour plus de la moitié des seize indicateurs mesurés. Plus précisément

à l'échelle nationale, le taux de conformité est de 48,6% pour Togo Cellulaire et de 37% pour Moov Africa Togo. Cette mauvaise qualité est particulièrement flagrante en ce qui concerne l'accessibilité aux services voix et internet. A titre d'illustration, pour les deux opérateurs mobiles, moins de 2% des localités sont conformes pour les délais d'établissement d'appels voix dont le seuil est fixé à moins de 8 secondes et moins de 8% conformes pour le taux d'échec de téléchargement de page web en 3G. En ce qui concerne le débit de téléchargement 4G dont le seuil est fixé à 25 Mbps, le taux de conformité est de 7% pour Moov Africa Togo et de 34% pour Togo Cellulaire. L'ARCEP note avec regret qu'en dépit des nombreuses interpellations adressées aux deux opérateurs de téléphonie mobile, force est de constater que la qualité de service ne s'est pas améliorée de manière significative. Cette lenteur dans la résolution des problèmes de qualité de service est principalement due à l'insuffisance des investissements effectués par Togo Cellulaire et Moov Africa Togo dans les infrastructures de réseau.



Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale - dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

## Changement climatique

# Le Togo adopte les mécanismes de gestion du carbone

Le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 15 mars 2023, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a examiné deux projets de décret et écouté cinq communications. Le conseil a examiné et adopté un projet de décret relatif aux mécanismes de gestion du carbone.

**COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES MERCREDI 15 MARS 2023**

1. Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 15 mars 2023 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

2. Le conseil a examiné deux (02) projets de décret et écouté cinq (05) communications.

**I. Au titre des projets de décret,**

3. Le conseil a examiné et adopté un projet de décret relatif aux mécanismes de gestion du carbone.

4. Pour faire face aux changements climatiques dus notamment à l'augmentation de la température mondiale, il a été institué au plan international un mécanisme d'incitation sous forme d'échange monétaire des droits d'émissions de gaz à effet de serre, exprimés en tonne équivalent de carbone.

5. Ce mécanisme de gestion du carbone constitue une opportunité pour mobiliser les financements en vue de renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques.

6. L'adoption de ce texte, qui fixe les règles relatives aux mécanismes de gestion du carbone, permettra de stimuler le stockage de carbone tout en contribuant au respect des engagements internationaux du Togo en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

7. Le conseil a ensuite examiné un projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Observatoire national du dividende démographique.

8. Dans la perspective d'une meilleure exploitation du dividende démographique au Togo, il a été initié un projet de mise en place de l'Observatoire national du dividende démographique qui représente un outil de veille informationnelle.

9. Le dividende démographique peut être défini comme l'accroissement de la richesse par habitant résultant de l'augmentation de la part de la population active. Il intervient en raison notamment de changements de la structure par âge et de l'amélioration de la productivité conditionnée par des investissements dans la santé, l'autonomisation de la femme, l'éducation et l'emploi des jeunes.

10. La mise en place de cet observatoire national permettra d'affiner les analyses démographiques en lien avec les projets et programmes de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025.

**II. Au titre des communications,**

11. Le conseil a écouté une première communication relative à l'actualisation du mécanisme national d'alerte précoce et de réponse aux risques sécuritaires ; présentée par le ministre de la sécurité et de la protection civile.

12. Dans un contexte sous régional marqué entre autres par la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme, le Togo s'est engagé dans un processus de mise à jour de son mécanisme national d'alerte précoce et de réponse aux risques sécuritaires.

13. La communication vise à rendre compte au conseil des actions entreprises dans le cadre du renforcement de ce mécanisme d'alerte afin de l'adapter à l'évolution du contexte sécuritaire.

14. Le conseil a écouté une deuxième communication relative à la carte scolaire ; présentée par le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat.

15. Cette communication a pour objet de rendre compte de l'état actuel de la carte scolaire, de la phase pilote de son actualisation et de la simulation des besoins futurs en matière d'infrastructures scolaires et d'enseignants.

16. En effet, en 2021-2022, le Togo a enregistré au préscolaire, tous ordres confondus, un total de 228 223 inscrits dont 51% de filles. Au primaire, le nombre d'élèves inscrits sur la même période, tous ordres d'enseignement confondus, s'élève à 1 672 475 dont 49% de filles. Au secondaire 1, 633

358 élèves ont été recensés dont soit 71% dans 987 dans les collèges d'enseignement général public. Au secondaire 2, 188 479 inscrits avec la majorité dans les établissements publics.

17. L'élaboration d'une carte scolaire nécessite de projeter l'effectif des élèves à scolariser afin d'anticiper les besoins, notamment la construction des infrastructures, le nombre

d'enseignants supplémentaires à recruter et de planifier les coûts.

18. Le conseil a instruit pour approfondir les réflexions à un niveau stratégique sur les choix à opérer dans le but d'assurer durablement un accès équitable à une éducation de qualité.

19. Le conseil a écouté une troisième communication relative au bilan de la campagne nationale de reboisement ; présentée par ministre de l'environnement et des ressources forestières.

20. Dans le souci de restaurer les écosystèmes dégradés du Togo et lutter contre le changement climatique pour garantir le bien-être des populations, le gouvernement a inscrit le reboisement parmi les priorités nationales.

21. La stratégie de mobilisation des acteurs adoptée pour le compte de la campagne nationale de reboisement 2022 a conduit au reboisement de 5 207 250 plants sur 8 256 ha contre 3 300 000 plants sur une superficie de 4500 ha pour la campagne 2021.

22. Dans le cadre de la campagne 2023, il est envisagé la mise en terre de 14 000 000 plants sur une superficie d'environ 11 000 ha dont 2 000 000 plants pour la seule journée du 1er juin 2023.

23. Le conseil a salué la forte adhésion de tous les acteurs lors cette campagne de reboisement et les a encouragé à maintenir la dynamique pour des résultats encore plus bénéfiques à notre pays.

24. Le conseil a écouté une quatrième communication relative aux résultats du Port autonome de Lomé de 2018 à 2022 ; présentée par le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière.

25. Cette communication vise à présenter les améliorations significatives intervenues dans les performances opérationnelles et financières du Port autonome de Lomé (PAL) de 2018 à 2022. En effet, depuis plusieurs années, le gouvernement s'est engagé dans un ambitieux programme de modernisation des infrastructures et des services du Port Autonome de Lomé (PAL).

26. Sur la période 2018-2022, la desserte maritime globale a augmenté. Le trafic global a connu une croissance de 34,6% passant de 22 millions de tonnes à près de 30 millions de tonnes. En outre, le PAL est classé 4ème en termes de trafic conteneurs en Afrique.

27. Saluant les résultats encourageants obtenus, le conseil a attiré l'attention sur la nécessité de poursuivre l'amélioration des services offerts aux clients du port afin de conserver la compétitivité et le leadership de notre pays en tant que hub logistique conformément aux ambitions de la feuille de route gouvernementale.

28. Le conseil a écouté une dernière communication relative au projet de professionnalisation du football togolais ; présentée par le ministre des sports et des loisirs.

29. Cette communication a mis l'accent sur la nécessité de professionnalisation du football togolais à travers une meilleure organisation des équipes ; une amélioration des infrastructures et de nouvelles normes de gestion économique.

30. Ces réformes s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de faire du sport en général et du football en particulier, un vecteur de création de richesses et de cohésion sociale.

31. Le conseil a instruit pour la poursuite des réflexions afin d'envisager la mise en œuvre à travers une phase pilote permettant de mieux définir les conditions de réussite de la professionnalisation au bénéfice du football national.

Fait à Lomé, le 15 mars 2023

Le Conseil des Ministres

## Libre circulation des personnes et des biens

### L'UEMOA en tournée de sensibilisation à Sokodé, Tsévié et Aného

Le Bureau de représentation de la Commission de l'UEMOA au Togo, organisera en relation avec le ministère de l'Economie et des Finances les 20, 22 et 24 mars 2023, successivement à Sokodé, Tsévié et Aného, des journées d'information et de sensibilisation sur les chantiers de l'UEMOA.

Ces rencontres sous le thème « Libre circulation et échanges intracommunautaires » s'inscrivent dans le cadre de l'information et de la sensibilisation des populations togolaises sur les chantiers de l'Union. Elles font partie d'une série d'activités que le Bureau de représentation de la Commission de l'UEMOA à Lomé mène en relation avec le gouvernement togolais, afin de contribuer à la consolidation de l'intégration des populations de l'espace UEMOA. L'objectif général de ces journées est d'édifier les participants sur la libre circulation dans l'espace communautaire (UEMOA) et sur les échanges intracommunautaires. De façon spécifique, il s'agira d'informer les populations sur : « L'UEMOA, ses objectifs et sa gouvernance ainsi que les acquis à son actif ; les textes réglementaires relatifs à la libre circulation ainsi que les enjeux et implications desdits textes au sein de l'espace communautaire



». Il sera aussi question de les renseigner sur « Les échanges intracommunautaires et leurs enjeux ». La finalité de ces journées est de construire, au niveau de tous les ressortissants des huit Etats membres, une conscience d'appartenance à une même communauté. Outre les cérémonies d'ouverture et de clôture, les journées seront marquées par des présentations sur « L'UEMOA, un puissant outil d'intégration sous régionale ; libre circulation et échanges intracommunautaires ; facilitation du transport et libre circulation des personnes, des biens et services au sein de

l'UEMOA ». Ces communications qui seront présentées par des experts de la Commission de l'UEMOA dans le domaine de la libre circulation et de la facilitation des transports, seront suivies de débats. Les groupes cibles attendus sont les agents des douanes et autres agents intervenants au niveau des frontières, les opérateurs économiques et les transporteurs. Des représentants des administrations publiques, des collectivités locales, des médias et de la société civile y prendront également part.

Avec ATOP/MEK/BV

## Sénégal

### Le FMI annonce une croissance économique plus faible que prévu en 2022, à 4%

L'institution souligne que la croissance du PIB du Sénégal durant l'année écoulée s'est établie à 4%, contre une estimation initiale de 4,7%, en raison d'une campagne agricole moins favorable et d'une contraction de la production industrielle.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié mardi 14 mars, que la croissance de l'économie sénégalaise s'est limitée à 4% en 2022, contre une estimation initiale de 4,7%, en raison d'une campagne agricole modeste d'une baisse de la production industrielle. « L'économie sénégalaise a connu en 2022 un ralentissement plus marqué que prévu, avec une croissance du PIB réel désormais estimée à environ 4% au lieu de 4,7% projeté, en raison d'une campagne agricole moins favorable et d'une contraction de la production industrielle », a déclaré Edward Gemayel, le chef d'une mission d'experts de l'institution qui a séjourné à Dakar du 8 au 14 mars derniers. Le FMI a également précisé que l'inflation moyenne a atteint 9,7%, son plus haut niveau depuis plusieurs décennies, sous l'effet de la flambée des prix des denrées alimentaires



alors que les dépenses courantes ont dépassé l'objectif fixé, en raison de l'augmentation de la masse salariale de l'administration publique et du niveau record des subventions à l'énergie. Pour 2023, l'institution financière multilatérale s'attend à ce que la croissance économique du Sénégal s'accélère, bien qu'à un rythme plus lent qu'initialement projeté, tandis que l'inflation devrait baisser à 5%. « Les perspectives à moyen terme restent favorables et devraient bénéficier à la fois du démarrage de la production de pétrole et de

gaz et de la mise en œuvre de réformes structurelles destinées à renforcer la participation du secteur privé à l'activité économique », a-t-elle souligné. Le FMI a par ailleurs indiqué que les négociations avec les autorités sénégalaises sur un nouveau programme économique et financier commenceront en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, prévues du 10 au 16 avril à Washington, et se poursuivront à Dakar à la fin du mois d'avril.

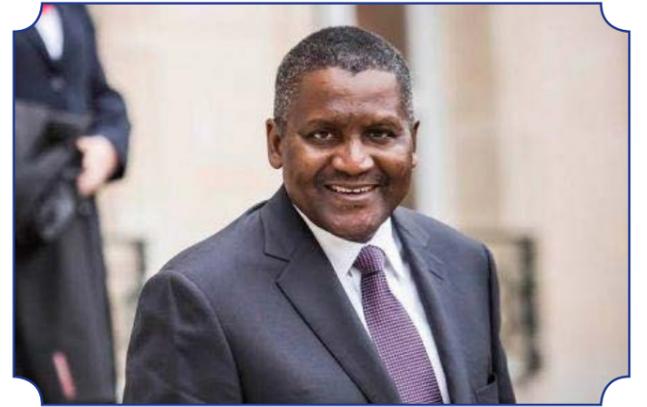
Avec Agence Ecofin

## Nigeria

### La fortune de Aliko Dangote se rapproche de 20 milliards \$

L'homme le plus riche d'Afrique tire la majeure partie de sa fortune de sa participation de 86% dans le groupe Dangote Cement, qui est actuellement valorisé à plus de 9 milliards de dollars.

La fortune du milliardaire nigérian Aliko Dangote (photo) s'est rapprochée de la barre de 20 milliards de dollars, grâce notamment à la hausse du cours de l'action de son groupe cimentier coté sur la Bourse de Lagos. Selon la dernière mise à jour du Bloomberg Billionaires Index datant de ce mardi 14 mars, la fortune du patron de Dangote Group a augmenté de 952 millions de dollars depuis le début de l'année en cours, pour atteindre 19,6 milliards de dollars. Cette forte hausse est essentiellement attribuable à la hausse du prix de l'action de Dangote Cement sur la Bourse de Lagos. Depuis le 1er janvier, le cours de l'action de Dangote Cement a augmenté de plus de 10,34%, passant de 261 nairas (0,57 dollar) à



288 nairas (0,63 dollar). Le groupe cimentier qui opère dans dix pays africains a annoncé en février dernier un bénéfice record de 830,3 millions de dollars en 2022, en hausse de 4,9% par rapport à 2021. Aliko Dangote tire la majeure partie de sa fortune de sa participation de 86% dans Dangote Cement, qui est actuellement valorisé à plus de 9 milliards de dollars.

Outre le ciment, le conglomérat Dangote Group opère notamment dans les secteurs de la farine, du sel, des pâtes, des boissons, de l'immobilier, des aliments emballés et des engrais. Homme le plus riche d'Afrique, Aliko Dangote est également le Noir le plus riche du monde et la 83e personne la plus fortunée à l'échelle planétaire.

Avec Agence Ecofin

## Innovations technologiques

### 30 pays lanceront des services 5G en 2023

De nouveaux chiffres de GSMA Intelligence montrent que les connexions 5G devraient doubler au cours des deux prochaines années, accélérées par les innovations technologiques et les nouveaux déploiements de réseaux 5G dans plus de 30 pays rien qu'en 2023. Parmi les nouveaux réseaux qui seront déployés en 2023, on s'attend à ce que 15 soient des réseaux autonomes 5G.

• Vivien ATAKPABEM

Les prévisions de GSMA Intelligence, annoncées lors du MWC Barcelona 2023, indiquent une période de croissance significative en termes d'abonnés mobiles et d'adoption par les entreprises. Les connexions grand public ont dépassé le milliard fin 2022 et passeront à environ 1,5 milliard cette année – avant d'atteindre les deux milliards fin 2025. Cette dynamique confirme que la 5G est le déploiement générationnel le plus rapide, par rapport à la 3G et à la 4G. En janvier 2023, il y avait 229 réseaux commerciaux 5G dans le monde et plus de 700 modèles de smartphones 5G disponibles pour les utilisateurs. La croissance proviendra également des marchés clés de l'APAC et du LATAM, tels que le Brésil et l'Inde, qui ont récemment lancé des réseaux 5G. L'Inde sera particulièrement importante, avec l'expansion des services d'Airtel et de Jio en 2023 qui devrait être essentielle à l'adoption continue de la région. GSMA Intelligence prévoit qu'il y aura quatre réseaux 5G en Inde d'ici la fin de 2025, représentant 145 millions d'utilisateurs supplémentaires. Bon nombre des nouveaux marchés 5G dont le lance-

ment est prévu en 2023 se trouvent dans des régions en développement d'Afrique – y compris l'Éthiopie et le Ghana – et d'Asie. Aujourd'hui, l'adoption de la 5G dans la région subsaharienne est inférieure à 1%, mais atteindra plus de 4% d'ici 2025 et 16% en 2030, en grande partie grâce à un effort concerté de l'industrie et des organisations gouvernementales pour fournir une connectivité aux citoyens. "Jusqu'à présent, l'adoption de la 5G a été motivée par des marchés relativement matures et des cas d'utilisation des consommateurs comme le haut débit mobile amélioré, mais cela est en train de changer. Nous entrons maintenant dans une deuxième vague pour la 5G qui verra la technologie engager un ensemble diversifié de nouveaux marchés et publics », a déclaré Peter Jarich, responsable de GSMA Intelligence. "L'extension à de nouveaux cas d'utilisation et marchés mettra l'écosystème mobile au défi de prouver que la 5G est vraiment suffisamment flexible pour répondre à ces diverses demandes d'une manière à la fois inclusive et innovante."

#### L'essor de la 5G FWA

En janvier 2023, plus de 90 fournisseurs de services haut

débit fixes (dont la grande majorité sont des opérateurs mobiles) avaient lancé des services sans fil fixes commerciaux basés sur la 5G dans plus de 48 pays. Cela signifie qu'environ 40% des lancements mobiles commerciaux 5G dans le monde incluent actuellement une offre FWA. Aux États-Unis, T-Mobile a ajouté plus d'un demi-million de clients 5G FWA au quatrième trimestre 2021 et au premier trimestre 2022 combinés. D'ici 2025, il prévoit d'avoir huit millions d'abonnés FWA, tandis que Verizon vise cinq millions d'abonnés FWA pour la même période. Et, avec des opérateurs tels que Jio annonçant son ambition de connecter jusqu'à 100 millions de foyers à travers l'Inde à son réseau 5G FWA, le nombre d'utilisateurs FWA devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années. Alors que la majorité des déploiements FWA 5G actuels se concentrent sur les bandes 3,5 à 3,8 GHz, plusieurs opérateurs dans le monde utilisent déjà le spectre 5G mmWave comme booster de capacité et de performances pour compléter la couverture fournie par les bandes inférieures.

jeudi 16 mars 2023

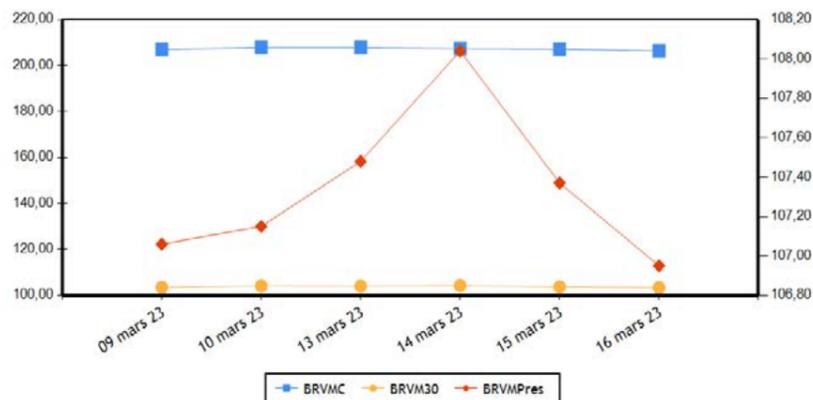
N° 54

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>206,36</b>
Variation Jour	-0,37 %
Variation annuelle	1,55 %

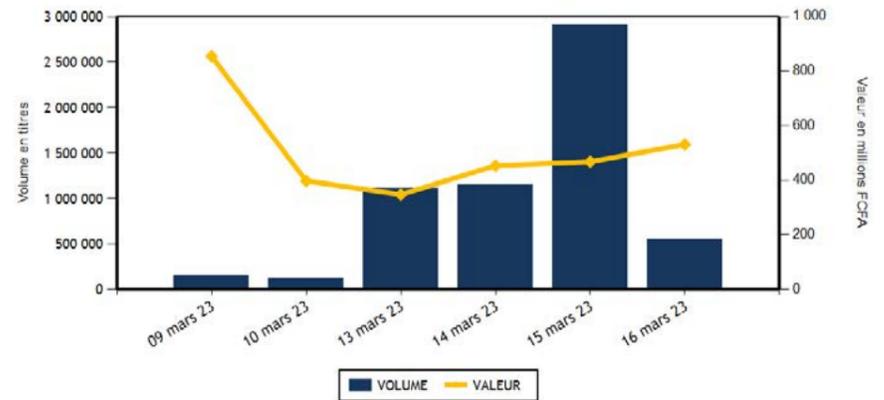
<b>BRVM 30</b>	<b>103,34</b>
Variation Jour	-0,35 %
Variation annuelle	3,34 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>106,95</b>
Variation Jour	-0,39 %
Variation annuelle	6,95 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 677 040 412 635	-0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	531 586	-81,76 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	337 682 675	-26,70 %
Nombre de titres transigés	39	-4,88 %
Nombre de titres en hausse	7	-41,67 %
Nombre de titres en baisse	20	17,65 %
Nombre de titres inchangés	12	0,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 480	6,09 %	6,09 %
CIE CI (CIEC)	2 145	2,14 %	7,79 %
TOTAL SN (TTLS)	2 750	1,85 %	8,48 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	860	1,78 %	-7,53 %
BICI CI (BICC)	6 495	0,93 %	-5,18 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,95	-0,39 %	6,95 %	477 257	114 299 900	6,26
BRVM-PRINCIPAL	36	98,08	-0,29 %	-1,92 %	54 329	223 382 775	9,65

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,76	-0,51 %	-6,20 %	5 093	21 761 555	25,67
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	497,01	-0,40 %	1,60 %	10 222	85 809 390	9,18
BRVM - FINANCES	15	77,83	-0,66 %	3,07 %	493 842	173 551 050	7,01
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	5,94 %	5,94 %	2 951	4 140 240	5,78
BRVM - AGRICULTURE	5	288,82	-0,37 %	1,85 %	5 206	27 808 230	5,63
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,93	0,59 %	2,06 %	14 232	24 566 210	25,86
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 418,96	-0,86 %	21,05 %	40	46 000	13,81

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,07
Taux de rendement moyen du marché	7,43
Taux de rentabilité moyen du marché	7,30
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	506 355,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 122 730 676,71

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 151 075 357 687	-0,02 %
Volume échangé	22 594	2 358,54 %
Valeur transigée (FCFA)	193 768 633	2 388,58 %
Nombre de titres transigés	3	-57,14 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	1	-83,33 %

## PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 295	-7,50 %	-7,50 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 295	-6,50 %	0,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 090	-5,63 %	-6,84 %
BERNABE CI (BNBC)	1 950	-3,94 %	-2,50 %
UNIWAX CI (UNXC)	745	-3,25 %	-3,25 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	25,76
Ratio moyen de satisfaction	25,15
Ratio moyen de tendance	97,64
Ratio moyen de couverture	102,42
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	6,49
Nombre de SGI participantes	28

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



## Inflation

# La BCE continue d'augmenter ses taux de 0,5

L'institution financière a néanmoins assuré qu'en 2023, la croissance devrait être plus importante que prévu en décembre 2022. L'inflation devrait aussi infléchir au cours des prochains mois.

La Banque centrale européenne (BCE) poursuit son combat contre l'inflation. Ce jeudi, l'instance financière a annoncé l'augmentation des « trois taux d'intérêt directeurs de la BCE de 50 points de base ». Cela correspond à une hausse de 0,5 point par pourcentage. Malgré cette décision, la BCE a confié que la zone euro devrait probablement connaître une inflation « moins élevée que prévu » en 2023, notamment en raison d'une « meilleure résistance à l'économie ». D'après ses dernières prévisions, elle devrait atteindre 5,3 % en 2023, contre 6,3 % prévus fin décembre, puis 2,9 % en 2024 et 2,1 % en 2025. L'institution a aussi déclaré que les prévisions de croissance pour l'année en cours étaient meilleures qu'attendus. Elle pourrait atteindre 1 % en moyenne, contre 0,5 prévu il y a trois mois. Elle devrait ensuite accélérer, atteignant 1,6 % les deux années suivantes. Concernant des futures hausses, la BCE a indiqué qu'elle « renonçait à son engagement de relever encore sensiblement » ses taux dans les mois à venir. Désormais, cette décision



sera déterminée en fonction de « l'évaluation des perspectives d'inflation » et non systématique. La présidente de l'instance, Christine Lagarde, a appelé les gouvernements européens à « rapidement » réduire « de manière concertée » les soutiens aux ménages et aux entreprises. Le but est « d'éviter d'augmenter les pressions inflationnistes à moyen terme ».

### Une institution « prête à agir »

À l'issue de ce conseil des gouverneurs de la BCE, l'instance a aussi indiqué rester vigilante à la situation actuelle des différentes banques européennes, notamment à la suite des déboires financiers du Cré-

dit Suisse qui ont entraîné, ce mercredi, une chute des cours des principales banques du continent. La BCE se tient donc prête à « agir et à prendre les mesures nécessaires pour préserver la stabilité des prix et du système financier dans la zone euro », a-t-elle assuré dans un communiqué. « Le secteur bancaire de la zone euro est résilient et dispose de positions de capital et de liquidité solides ». Elle n'a pas manqué de rappeler qu'elle avait « une panoplie complète d'instruments de politique monétaire lui permettant de soutenir, le cas échéant, la liquidité du système financier de la zone euro et de préserver la transmission harmonieuse de la politique monétaire ».

Avec lejdd.fr

## Etats-Unis

# Washington ouvre une enquête sur la faillite de SVB, selon les médias US

Selon le «Wall Street Journal», l'agence supervisant les marchés boursiers, la SEC, a aussi lancé une investigation.

Le ministère américain de la Justice a ouvert une enquête sur la faillite de la banque SVB, ciblant potentiellement les récentes ventes d'actions effectuées par plusieurs dirigeants de la banque, rapportent mardi plusieurs médias américains en citant des sources proches du dossier.

### À un stade préliminaire

Selon le Wall Street Journal, l'agence supervisant les marchés boursiers, la SEC, a aussi lancé une investigation. Les enquêtes en sont encore à un stade préliminaire et ne conduiront peut-être pas à des accusations formelles, ajoute le journal. La déroutée de SVB, une banque proche des start-up et des sociétés d'investissement en capital-risque, a été précipitée par des retraits massifs de la part des clients ayant plus que 250'000 dollars sur leur compte, soit plus que le montant habituellement garanti



par les autorités. L'établissement a été placé vendredi sous le contrôle du régulateur américain FDIC, marquant ainsi la plus importante défaillance d'une banque depuis la crise financière de 2007/08. Pour rassurer sur la solidité du système bancaire, les autorités ont assuré dimanche que l'intégralité des dépôts de la banque en faillite Silicon Valley Bank (SVB) serait garantie.

### «Stabilité des marchés»

Ni le ministère de la Justice ni la SEC n'ont souhaité faire de commentaires à l'AFP sur l'ouverture d'une enquête. La SEC a en revanche ren-

voyé à une déclaration de son président, Gary Gensler, qui dimanche avait assuré que la SEC «enquêterait et prendrait des mesures coercitives si (elle) constate des infractions des lois fédérales sur les valeurs mobilières». «En ces temps de volatilité et d'incertitude accrues, la SEC se concentre particulièrement sur le contrôle de la stabilité des marchés et sur l'identification et la poursuite de toute forme de mauvaise conduite susceptible de menacer les investisseurs, la formation de capital ou les marchés de manière plus générale», avait-il alors souligné.

(AFP)

## IA

# Le Google chinois répond à ChatGPT sans convaincre les marchés

L'action du géant chinois d'Internet Baidu a dévissé après avoir présenté jeudi Ernie Bot, son concurrent au robot conversationnel d'OpenAI.

Baidu, souvent présenté comme le Google chinois, a dévoilé jeudi à Pékin «Ernie Bot», sa réponse au robot conversationnel américain ChatGPT, une présentation qui n'a pas convaincu les marchés et fait dévissé son action en Bourse. La start-up californienne OpenAI a lancé en novembre ChatGPT, un système conversationnel («chatbot») permettant de formuler en quelques secondes des réponses détaillées sur un large éventail de sujets ou d'écrire des dissertations. Les prouesses de ChatGPT, dont une nouvelle version vient d'être présentée, sont suivies avec passion en Chine, où l'interface est pourtant bloquée sans logiciel de contournement type VPN et numéro de téléphone étranger. Le géant chinois d'Internet Baidu a été le premier dans son pays à annoncer travailler sur un équivalent local à ChatGPT. Mais jeudi lors de sa présentation à la presse, aucune date de lancement n'a été annoncée par le patron du groupe, Robin Li.

### Pas de démo en

## Royaume-Uni

# Branche britannique de SVB vendue à HSBC pour 1 livre

Le géant bancaire HSBC a acquis la branche britannique de la banque californienne en faillite pour une somme symbolique.

La branche britannique de la banque californienne en faillite Silicon Valley Bank (SVB) a été vendue au géant bancaire britannique HSBC pour 1 livre symbolique, d'après des communiqués simultanés du Trésor britannique, de la Banque d'Angleterre et d'HSBC, lundi. La transaction, financée sur les «ressources existantes» d'HSBC, a été orchestrée par la Banque d'Angleterre, en coordination avec le Trésor et les autorités de régulation bancaire et des marchés britanniques. «Les clients de SVB UK pourront accéder à leurs dépôts et leurs services bancaires normalement à partir d'aujourd'hui», précise le Trésor, dans sa déclaration. Le ministre britannique des Finances, Jeremy Hunt, a précisé que l'opération avait lieu «sans soutien du contribuable». «HSBC est la plus grosse banque d'Europe et les clients de SVB UK devraient se sentir rassurés par sa solidité», a-t-il ajouté. Le ministre s'est félicité d'avoir «atteint une solution en si peu de temps», à l'issue d'un week-end de



### direct

Ernie Bot, qui fonctionne en mandarin et vise uniquement le marché chinois, ne sera disponible dans un premier temps qu'en version bêta. L'interface comprend certains dialectes de Chine mais n'est pas aussi bonne en anglais, a admis Robin Li. La présentation à la presse s'est faite sans démonstration en direct pour montrer les capacités d'Ernie Bot. L'action Baidu a perdu immédiatement près de 10% à la Bourse de Hong Kong, où le groupe est coté. Le moteur de recherche Baidu s'est lancé dans une diversification tous azimuts de

(AFP)



réunions et négociations, notamment avec le secteur de la technologie, alors que de nombreuses sociétés de ce secteur étaient clientes de SVB et craignaient un assèchement brutal de leur trésorerie. M. Hunt avait admis ce week-end un «risque sérieux» pour ce secteur. Au 10 mars, SVB UK détenait des prêts d'un montant d'environ 5,5 milliards de livres et des dépôts d'environ 6,7 milliards de livres, d'après HSBC, qui indique que «les actifs et dettes des maisons mères de SVB UK sont exclus de la transaction».

### Gouvernement américain à la rescousse

Les autorités américaines ont de leur côté annoncé dimanche une série de mesures pour rassurer particuliers et entreprises sur la solidité du système bancaire américain. Elles vont notamment garantir le retrait de l'intégralité des dépôts de la banque SVB en faillite. Outre SVB, elles vont permettre l'accès à tous les dépôts d'un autre établissement, Signature Bank, qui a été fermé d'office par le régulateur, à la surprise générale. La Réserve fédérale (Fed) – la Banque centrale américaine – s'est également engagée à prêter les fonds nécessaires à d'autres banques qui en auraient besoin pour honorer les demandes de retraits de leurs clients.

(AFP)



## INVESTIR EN ZONE UEMOA

EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	BURKINA	NIGER
Date	14/03/2023	15/03/2023	16/03/2023
Instrument	BAT 91J - OAT 3A - OAT 5A	BAT 182J - OAT 3A	BAT 182J - BAT 364J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	80	30	35
Taux d'intérêt	Multiples - 5,30% - 5,50%	Multiples - 5,70%	Multiples - Multiples - 5,60%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : [www.umoatitres.org](http://www.umoatitres.org)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Ce n'est pas cette fois que vous serez tenté de vivre au-dessus de vos moyens. Vous pourriez même obliger vos proches à limiter les dépenses superflues, histoire de préserver l'équilibre du budget familial. Et, comme vous recherchez toujours l'excellence dans tout ce que vous entreprenez, vous vous arrangerez pour gérer le mieux possible votre situation matérielle.

**Taureau** Des démarcheurs à domicile essaieront de profiter de votre faiblesse psychologique momentanée pour vous faire signer un engagement d'achat catastrophique. Sachez que vous disposez légalement de 7 jours pour dénoncer le contrat.

**Gémeaux** Cette influence du Soleil dans l'un des secteurs de votre thème liés à l'argent devrait être positif pour vos finances. Mais il vous faudra tout de même vous méfier de la Lune. Pour l'instant, votre situation financière est saine ; mais les jours à venir pourront être un peu plus difficiles. Si vous avez des économies, évitez donc de les dépenser : il est en effet beaucoup plus sage en ce moment de vous comporter en fourmi qu'en cigale.

**Cancer** L'intérêt du mouvement astral actuel, pour vous, c'est que la Lune va cesser de peser sur votre équilibre financier. La période des vaches maigres est finie, vous pourrez enfin vous offrir quelques petites gâteries.

**Lion** Quels que soient vos engagements du moment, ils ne pourront pas nuire à votre situation financière. Celle-ci se portera bien, et vous offrira même de nouvelles perspectives très alléchantes.

**Vierge** Cette fois, vous n'aurez rien d'une cigale imprévoyante. Mettre le maximum de chances de votre côté pour vous assurer un avenir à l'abri du besoin, et une retraite prospère, telle sera votre préoccupation majeure. Vous aurez la possibilité d'effectuer des placements habiles, qui se révéleront profitables à long terme.

**Balance** Les astres continueront à vous gêner sur le plan financier. Pluton et Jupiter vont agir sur vous au maximum de leurs possibilités. Non seulement ils vous aideront à gérer efficacement votre budget, mais ils pourraient aussi faire dégringoler dans votre escarcelle quelques dividendes provenant de placements judicieusement choisis. A moins que vous n'ayez droit au remboursement inattendu d'une créance oubliée.

**Scorpion** Vous ferez partie des signes assez protégés sur le plan financier ; ce ne sera vraiment pas le cas de tout le monde, alors profitez-en. Les astres vont en effet vous aider à tirer votre épingle du jeu. En cas de turbulences, vous saurez réagir vite et bien afin d'éviter les difficultés.

**Sagittaire** Vu cette configuration astrale, vous serez bien inspiré de limiter au maximum les transactions financières importantes. Méfiez-vous des opérations boursières hasardeuses. Modérez votre goût du risque.

**Capricorne** Depuis quelque temps déjà, votre situation financière a commencé à se stabiliser. Cette fois, vous pourriez faire mieux et réussir à l'améliorer si vous vous en donnez la peine. En effet, avec le Soleil bien aspecté, ce sera le moment de négocier si vous êtes endetté, de récupérer les sommes qui vous sont dues, voire demander une prime quelconque.

**Verseau** Vous avez jusqu'ici l'habitude de gérer vos finances à coups d'inspiration, et cela vous a donné à maintes reprises des sueurs froides. Il sera temps maintenant de planifier sérieusement vos dépenses pour mieux équilibrer votre budget.

**Poissons** Avec cet aspect de Pluton, vous pourrez gérer votre budget sans trop de souci. Mais vous devrez tout de même rester assez vigilant à cause de Neptune, qui pourra vous brouiller les idées et vous pousser à prendre des décisions inadaptées.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT  
Nicole ESSO

Junior AREDOLA  
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

## Agriculture

# Programme « Médecins des sols » de la FAO

Parfois, les sols aussi ont besoin de médecins. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) apprend à des agriculteurs à diagnostiquer et soigner les sols grâce à son programme mondial « Médecins des sols ».



• **Gauche :** Jose Luis aide à améliorer les pratiques agricoles durables au Mexique en partageant avec d'autres agriculteurs les connaissances acquises dans le cadre du programme. ©PUEIS Mexico. **Droite :** Pour protéger la fertilité des sols dans son exploitation maraîchère, Moussa a entrepris d'alterner les cultures et de planter des légumineuses. ©BUNASOLS Burkina Faso

Lors d'une visite chez le médecin, celui-ci commence souvent par examiner le cœur et les poumons avec un stéthoscope car, avant de traiter quelqu'un, il faut savoir comment il se porte. De même, pour pouvoir garantir la santé des sols pour les besoins d'une agriculture et d'une production alimentaire durables, il faut d'abord connaître leur état.

Les sols sont le point de départ de l'alimentation et de l'agriculture. Sans des sols sains qui fournissent les nutriments, l'eau et l'air nécessaires à la croissance et au développement des plantes, nous ne pouvons pas produire les aliments nutritifs dont nous avons besoin pour être en bonne santé.

Or, la dégradation des sols est un problème mondial. Actuellement, environ un tiers des sols de la planète sont dégradés et la situation continuera de s'aggraver si nous n'agissons pas.

Et c'est précisément ce que la FAO a commencé à faire avec son programme mondial «Médecins des sols» (Global Soil Doctors Programme) : évaluer l'état des sols et aider les agriculteurs à remédier aux problèmes constatés. Les supports pédagogiques et les modules de formation du programme aident les agriculteurs à rester vigilants et réactifs en ce qui concerne la santé des sols, composante essentielle de leurs moyens de subsistance.

Le programme est mené dans le cadre du Partenariat mondial pour les sols et offre un espace d'apprentissage, d'interaction et de dialogue entre les différents acteurs concernés par la bonne utilisation et la conservation des sols. Outre le partage d'outils de diagnostic de la santé des sols et la mise en œuvre de pratiques permettant d'éviter leur dégradation, l'initiative favorise l'amélioration de la production agricole et, partant, l'accroissement de la production d'aliments nutritifs et des revenus des agriculteurs.

En collaboration avec des institutions partenaires nationales, des services de vulgarisation ou des universités, qui jouent le rôle de parrains, la FAO aide à sensibiliser, à former et à soutenir les agriculteurs locaux afin qu'ils puissent mieux gérer leurs sols.

Les agriculteurs formés dans le cadre du programme sont «certifiés» médecins des sols, enseignent ces pratiques et aident leurs communautés à préserver cette ressource vitale.

**À la rencontre de quelques médecins des sols dans le monde :**

**Jose Luis Camacho Flores (Mexique)**

Jose Luis Camacho Flores, médecin des sols de Mexico, est l'un des agriculteurs qui a rejoint le programme pour comprendre l'importance des pratiques de gestion durable des sols pour son exploitation.

La situation est critique au Mexique : au moins la moitié des sols sont dégradés, notamment en raison de pratiques agricoles non durables. Pour réduire l'utilisation intensive de cette ressource, le Partenariat mondial sur les sols aide les agriculteurs mexicains à les restaurer en leur procurant les outils et les connaissances dont ils ont besoin pour gérer les sols de manière durable.

Jose Luis explique avoir appris à utiliser des outils simples pour évaluer l'état des sols. Cette approche pratique peut être facilement partagée entre les agriculteurs, ce qui facilite son adoption à plus grande échelle.

Selon Jose Luis, la réussite du programme tient au fait que ce sont des agriculteurs qui forment d'autres agriculteurs pratiquant les mêmes cultures et issus du même milieu. Il pense que ce processus est ainsi mieux accepté et inspire davantage confiance. Jose Luis et de nombreux autres médecins des sols s'estiment désormais chargés de faire connaître la gestion durable des sols au sein

de leur communauté, notamment auprès des jeunes agriculteurs. Ces derniers, qui ne s'intéressaient peut-être pas à cet aspect auparavant, peuvent voir les applications concrètes de la gestion des sols et s'impliquer plus activement dans leur protection.

**Moussa Ouedraogo (Burkina Faso)**

À Ouahigouya, ville du nord-est du Burkina Faso, Moussa Ouedraogo dirige une exploitation maraîchère avec trois ouvriers. Il alterne les cultures de tomates, de pommes de terre et de haricots verts avec celles de maïs et de légumineuses.

Ces dernières années, il a remarqué que les sols réagissaient différemment en fonction du traitement utilisé. «Dans le passé, nous n'avions pas besoin d'appliquer des engrais pour produire», explique-t-il. Au contraire, les sols étaient plus fertiles grâce au paillage, technique qui consiste à couvrir le sol avec des cultures résiduelles et des herbes pour le protéger. Aujourd'hui, ils ont des animaux, qui sont certes un complément précieux mais dont la présence fait qu'il reste moins de résidus pour le paillage.

Pour maintenir la capacité du sol de produire des légumes nutritifs de haute qualité, Moussa et ses ouvriers devaient trouver une nouvelle façon de préserver sa fertilité. Grâce au programme, Moussa a appris que la solution consistait à alterner les cultures et à planter des légumineuses. Il continue d'apprendre à mieux protéger ses sols afin de pouvoir cultiver des produits sains et nutritifs dans son jardin maraîcher.

**Faruk Bhuiyan (Bangladesh)**

À l'autre bout du monde, au Bangladesh, un autre médecin des sols applique les connaissances et méthodes enseignées au sein du programme mondial «Médecins des sols» dans son exploitation. Faruk Bhuiyan cultive du riz à Chandina, dans le district de Cumilla, et explique que les anciennes méthodes agricoles ont privé les sols de leurs nutriments et nuï à la qualité nutritionnelle des aliments. Cependant, avec l'aide du programme, il utilise des méthodes de culture améliorées, comme la pulvérisation de micronutriments, en complément des plans de fertilisation standard et apprend à gérer les nutriments. Faruk espère que des sols sains permettront de réduire la malnutrition à l'avenir. Il est conscient du fait que les carences en micronutriments sont très répandues dans le pays et qu'avec de meilleures pratiques de gestion des nutriments et des sols, il peut contribuer à procurer des aliments sains et nutritifs à la communauté.

**Des médecins des sols dans le monde entier**

Le programme «Médecins des sols» est déjà mis en œuvre dans neuf pays et compte actuellement 3 475 participants, dont 403 sont déjà certifiés.

À mesure que des promoteurs et des agriculteurs rejoignent le programme, le monde progresse plus rapidement vers une gestion durable des sols tout en améliorant les rendements agricoles et les revenus des agriculteurs.

Pour en savoir plus :

**Site web: Partenariat mondial pour les sols de la FAO**

**Site web: Programme «Médecins des sols» de la FAO**

**Site web: Portail d'information sur les sols**



**Université 2023 de l'AGET**

**Kodjo ADEDZE invite le secteur privé à renforcer son appui au gouvernement**

Les Grandes entreprises du Togo entendent jouer un rôle primordial sans précédent dans la politique d'industrialisation du Togo. Regroupées en association dénommée AGET (Association des Grandes entreprises du Togo), elles s'activent pour traduire en action, la politique d'industrialisation du Gouvernement telle que définie dans l'axe 2 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

● **Wilson LAWSON**

Le sujet a été au centre des discussions entre les membres de cette organisation, certains membres du Gouvernement et partenaires financiers autour de la thématique « Industrialisation du Togo », lors de la deuxième édition de l'Université de l'AGET, tenue le mardi 14 mars 2023 à Lomé. Pour Kodjo ADEDZE, Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, le Gouvernement reste convaincu que le partenariat public-privé est un moyen efficace pour le Développement des pôles manufacturiers. C'est pourquoi, souligne-t-il, l'exécutif a initié une politique d'industrialisation avec les partenaires afin de mettre en exergue les pôles de compétitivité. « Nul n'ignore l'importance des chaînes de valeur dans un monde globalisé. Elles assurent la croissance économique et réduisent la pauvreté. Le développement des chaînes de valeur est essentiel pour assurer la pleine industrialisation du Togo pour mieux profiter de notre positionnement et de hub logistique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine ZLECAf. », a souligné le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, présidant la cérémonie de clôture de ladite Université au nom du Gouvernement. Il a invité le secteur privé « à renforcer



son appui au Gouvernement dans le cadre de sa politique de transformation sur place de nos matières premières pour une consommation locale plus dynamique ». Kodjo ADEDZE a en outre, félicité l'AGET pour ce cadre d'échange, de partage d'expérience et de demande de doléances au Gouvernement. « Les Grandes Entreprises, dont la contribution est estimée à plus de 20% du PIB en 2021 et à 30% des recettes fiscales et douanières, entendent ainsi aider davantage l'écosystème entrepreneurial national, de plus en plus fourni au fil des années », a indiqué Rose Kayi MIVEDOR lors de son intervention. Pour une meilleure politique d'industrialisation au Togo, elle propose la réunion de trois éléments essentiels : « un Climat des affaires propice, un coût de production réduit et une amélioration de la qualité de la main d'œuvre ». Selon elle, « le Gouvernement offre également des avantages que doivent exploiter les entreprises. Il s'agit du régime de la Zone Franche,

le Code des investissements et la Plateforme industrielle d'Adetikopé dédiée à la création des industries. » Le Président de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), Jonas Aklesso DAOU a exprimé sa gratitude à l'endroit du Gouvernement, aux entreprises ainsi qu'aux partenaires financiers. Il a souligné l'importance de la rencontre initiée par son association et la contribution des industries dans le développement d'un pays. « Le développement industriel crée l'emploi et contribue à la réduction du chômage », a-t-il déclaré. L'AGET est le regroupement de sociétés anonymes de droit togolais, du secteur privé, de l'industrie et des services. Elle a initié cette Université pour contribuer au développement du pays notamment le développement industriel et entrepreneurial à travers des pistes de réflexions et de proposition au Gouvernement. C'est un cadre privilégié de discussion et de partage entre secteur public et secteur privé qui a lieu chaque année.

**Dialogue politique**

**UNIR partage sa vision au dialogue de haut niveau du PPC**

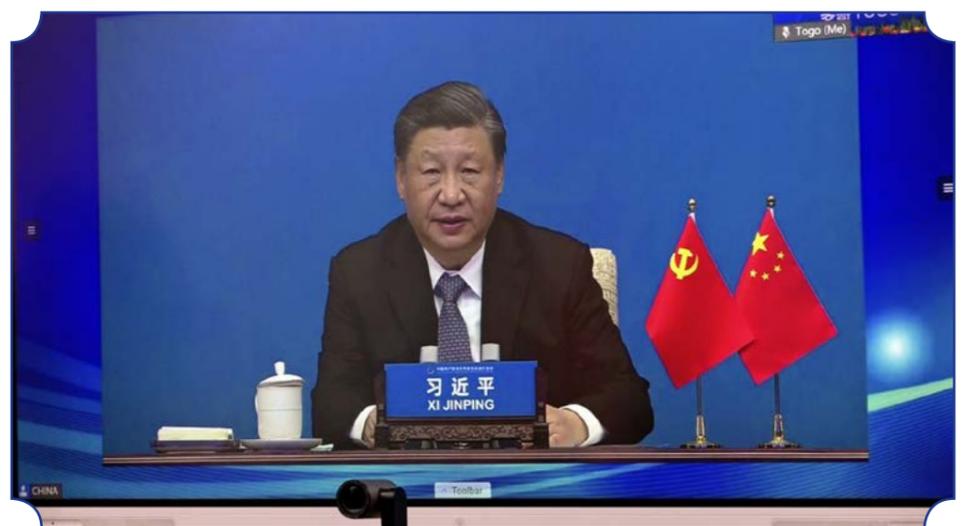
Dialogue de haut niveau entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et les autres partis politiques du monde. Le parti Union pour la République partage sa vision.

Le mercredi 15 mars 2023, le parti politique Union pour la République (UNIR) a pris part, par vidéoconférence, à un dialogue politique de haut niveau entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et divers partis politiques issus de différents coins du monde. Ce dialogue de haut niveau a connu la participation de plus de 500 partis politiques et 1000 participants. Les paradigmes nouveaux, les défis sans cesse changeants ne peuvent être abordés en ayant recours aux conflits. La marche vers un monde plus moderne et meilleur avec un rôle de premier plan des partis politiques, instruments de conquête du pouvoir et de réalisations des aspirations légitimes des peuples, justifie le choix porté sur le thème évocateur " la voie vers la modernisation : la responsabilité des partis politiques". Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du PCC et président chinois, a présidé la cérémonie d'ouverture de la réunion de haut niveau du dialogue entre le PCC et des partis politiques mondiaux. Dans son discours d'ouverture, Xi Jinping, a salué tous les partis politiques et participants présents, exposé



les pistes de réflexions vers une véritable modernisation avant de dérouler une liste d'initiatives propres en vue de l'avènement d'une communauté de destin où la paix, la prospérité, l'harmonie, le développement, l'enrichissement mental sont les valeurs les mieux partagées. Il a surtout exprimé le vœu de travailler en intenses collaboration avec tous les partis politiques du monde pour un développement complet et intégral des peuples. Au nom de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Parti Union pour la République (UNIR), Présidente de l'Assemblée nationale, la militante Yawa Djigbodi Tségan, a délivré, à l'occasion, une allocution mémorable. De vives et sincères remerciements adres-

sés à Xi Jinping ainsi que l'excellence des relations de qualité ont agrémenté ses premières prises de parole. Dans l'exploration de la voie vers une civilisation mondiale telle prônée par le Président du Parti Communiste Chinois, Yawa Djigbodi Tségan a souligné que : " Dans cette quête pour le bien-être de nos populations, notre grand parti UNIR, sous le leadership de Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, a opéré depuis 2012 de profondes transformations de notre économie. Cette nouvelle vision a permis de mettre en place des mécanismes et des politiques publiques propices à une prospérité partagée. En tant que parti épris de paix, le parti UNIR s'est fortement inscrit dans la préservation de la paix, de la stabilité et de la sécurité.



**Le Togo en chiffres**

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020		
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	
		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8
		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
		Coton, non cardé ni peigné	6,5
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
		Riz	2,7
		Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3
		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7
		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE  
L'ACTUALITÉ  
ÉCONOMIQUE  
D'ICI ET  
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs  
**L'économiste**  
du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC



**Couverture médiatique**



**Insertion publicitaire**



**Publi-reportage ...**

+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09

contact@leconomistedutogo

www.leconomistedutogo.tg

Totsi Gblinkome, rue Tidjani

l'économiste du Togo

@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...